



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 9 avril 2026

Nos réf : DREAL/2026D/2504
Code AIOT : 0003104494

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIRARD Transmissions

2 rue du Bruscos
64230 Sauvagnon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mars 2026 de l'établissement exploité par la société GIRARD Transmissions et implanté au 2 rue du Bruscos sur la commune de Sauvagnon. L'inspection a été annoncée par courriel du 5 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action régionale portant sur la gestion et les conditions de stockage des produits chimiques. Elle consiste à vérifier, par sondage, la conformité à certaines dispositions :

- du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH),
- de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 (travail mécanique des métaux et alliages),
- de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 (production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

GIRARD Transmissions
2 rue du Bruscos – 64230 Sauvagnon
Code AIOT : 0003104494
Régime : Déclaration soumis à Contrôle périodique (DC)
Statut Seveso : Non Seveso
Statut IED : Non IED

Installation : Avec Titre ☒

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle périodique
- REACH – Fiches de Données de Sécurité (FdS)

Présentation de la société

Fondée au début des années 60, la société GIRARD Transmissions fabrique des engrenages (roues et vis sans fin). Elle est implantée sur le site de Sauvagnon depuis 2019.

Son activité principale est le travail mécanique des métaux avec traitement par trempé à la flamme pour certaines vis. Le site comprend également un atelier de montage pour l'assemblage des réducteurs de vitesse.

Situation administrative

Le site GIRARD Transmissions relève du régime de la déclaration soumis à contrôle périodique au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2560.2 : travail mécanique des métaux et alliages, pour une puissance déclarée de 250 kW de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation,
- 2561 : production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages

Il dispose de la preuve de dépôt n° A-9-PO5JC9L7P du 20 février 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 1.1.2 Code de l'environnement, Article R. 512-58	Demande de justificatif <i>Transmission de la date du contrôle périodique</i>	1 mois
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, Articles 31 et 35	Demande d'action corrective <i>Mise en cohérence de la liste des produits mis en œuvre et des FdS disponibles sur site</i> <i>Mise à jour des FdS et des FdS simplifiées</i>	3 mois
3	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, Article 37.5	Demande d'action corrective <i>Étiquetage de l'absorbant inerte et affichage de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel</i>	3 mois
4	Connaissance des produits - Étiquetage	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 3.3	Demande d'action corrective <i>Affichage adapté des symboles de danger dans les zones de stockage et d'emploi des petits récipients</i>	3 mois
5	Capacités de rétention des produits chimiques	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 2.10	Demande d'action corrective <i>Positionnement des produits corrosifs sur des rétentions adaptées disposant d'une rétention dûment dimensionnée</i> <i>Vérification du volume de rétention du bâtiment</i>	3 mois
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	AM du 27/07/2015, Annexe I – articles 2.10 et 4.6	Demande d'action corrective <i>Affichage des consignes relatives à l'incompatibilité des produits</i> <i>Mise en place d'une organisation du local adaptée à ces consignes</i>	3 mois
7	État des stocks de produits dangereux	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 3.5	Demande d'action corrective <i>Mise en place d'un état des stocks disponible en toutes circonstances</i>	3 mois
8	Accessibilité des extincteurs	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 4.2	Demande d'action corrective	7 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur les conditions de stockage des produits chimiques a conduit à formuler plusieurs demandes que l'exploitant doit prendre en compte dont notamment :

- la mise à jour des FdS et des FdS simplifiées,
- la mise en cohérence de la liste des produits mis en œuvre et des FdS disponibles sur site,
- l'affichage de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel,
- le positionnement des produits corrosifs sur des rétentions adaptées et disposant d'une rétention dûment dimensionnée,
- l'affichage des consignes relatives à l'incompatibilité des produits et la mise en place d'une organisation du local de stockage adaptée à ces consignes,
- la mise en place d'un état des stocks disponible en toutes circonstances.

L'exploitant s'assure également que les zones où sont positionnés les extincteurs soient dégagées en permanence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Références réglementaires : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 1.1.2 Code de l'environnement, Article R. 512-58
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : <i>Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 1.1.2</i> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...] <i>Article R. 512-58 du Code de l'environnement</i> [...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique de ses installations relevant des rubriques 2560 et 2561 de la nomenclature des installations classées. Il a communiqué, par courriel du 13 mars, un bon de commande pour la réalisation de ce contrôle périodique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communique la date de réalisation du contrôle périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FdS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FdS
Prescription contrôlée : <i>Article 31</i> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité [...] <i>Article 35</i> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises [...] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant utilise l'application Quick-FdS pour disposer des fiches de données de sécurité (FdS) des produits mis en œuvre sur le site ainsi que des FdS simplifiées, au format A4, qui résument les informations essentielles des fiches de données de sécurité. Les FdS sont téléchargées sur le PC du responsable QHSE et les FdS simplifiées sont affichées dans les ateliers. L'inspection a examiné par sondage deux fiches de données de sécurité (FdS), celles d'une huile de graissage et d'une colle. Ces FdS ont été mises à jour respectivement en février et janvier 2025. L'inspection a constaté toutefois que certaines FdS enregistrées sur le PC du responsable QHSE datent de 2017. Or, les FdS antérieures à 2020 sont obsolètes. Les FdS simplifiées de la colle et de l'huile de graissage ont été constatées dans l'atelier.

Toutefois, elles ne sont pas datées et à la fois pour la colle et l'huile de graissage, une différence d'étiquetage entre les symboles de danger de la FdS simplifiée et la FdS de février 2025 (absence du symbole H411) a été constatée.

Il n'a pas été constaté de fûts de l'huile de graissage correspondant à la FdS consultée. Il a été procédé à un changement de fournisseur. Sur les fûts de la nouvelle huile de graissage, aucun symbole de danger n'est affiché. La FdS correspondante n'a pas pu être consultée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de procéder à la mise en cohérence de la liste des produits mis en œuvre et des FdS disponibles sur site,
- de s'assurer de disposer de toutes les FdS mises à jour,
- de procéder à la mise à jour des FdS simplifiées (mise en cohérence des symboles de danger) et de les dater.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Article 37.5

Thème(s): Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Le contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques a porté sur :

- les moyens d'extinction disponibles
Pour les deux produits contrôlés, les extincteurs présents correspondent aux typologies mentionnées sur les FdS.
- les mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle
Des sacs de produit absorbant sont disponibles dans le local de stockage. Ils ne sont toutefois pas repérés et aucune consigne de mise en œuvre n'est affichée.
Pour les colles, compte tenu du faible volume des flacons (50 ml), du papier absorbant est positionné sous les flacons et les opérateurs disposent de papier absorbant.
- les conditions de stockage
Le stockage des colles s'effectue dans une armoire réfrigérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'étiquetage de l'absorbant inerte présent dans le local de stockage, vérifie sa compatibilité avec l'ensemble des produits présents, s'assure de son efficacité dans le temps et en trace les vérifications effectuées.

Il affiche la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Connaissance des produits - Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 3.3
Thème(s): Risques chroniques, Étiquetage
Prescription contrôlée : [...] Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : Les colles utilisées sont de petits flacons de 50 ml. Certaines d'entre elles sont classées comme toxique pour les organismes aquatiques (H411). Aucun symbole de danger n'est reporté sur le lieu de stockage, ni sur leur lieu de mise en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à un affichage des symboles de danger adapté pour les petits récipients à la fois sur le lieu de stockage et sur les zones de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 2.10
Thème(s): Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. [...]
Constats : Les flacons de colle (50 ml) sont positionnés à la fois sur leur lieu de stockage et sur les établis de l'atelier de montage dans des petits bacs sur papier absorbant. Le local de stockage des produits dangereux dispose de sa propre rétention. Les bidons de produits corrosifs sont positionnés sur des caissettes en bois avec une capacité inférieure à la capacité totale des récipients. Chaque fût de 200 litres d'huile présent dans le local de distribution de l'atelier est positionné sur son propre chariot équipé d'une rétention de 200 litres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant positionne, dans le local de stockage, les bidons de produits corrosifs sur des rétentions adaptées et avec une capacité de rétention dûment dimensionnée par rapport au nombre de bidons stockés. Il vérifie que le volume de rétention du bâtiment répond aux dispositions réglementaires par rapport au volume de produits stockés. Il communique les résultats de cette vérification à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Références réglementaires : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – articles 2.10 et 4.6

Thème(s): Risques chroniques, Rétention & Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 2.10 (rubrique 2560)

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]

Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 2.10 (rubrique 2561)

[...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]

Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 4.6

[...] Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...]

- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir procédé l'an dernier à une vérification des incompatibilités (notamment ne pas associer des produits corrosifs avec des inflammables) à partir des supports du groupe.

Au niveau du local de stockage :

- les rétentions des bidons de produits corrosifs (caissettes en bois) ne sont pas adaptées,
- il a été constaté un fût de 200 litres d'une huile de trempe, étiquetée comme corrosive, avec les autres huiles.

Aucun affichage de matrice d'incompatibilité ou de consigne n'a été constaté dans le local de stockage.

Les produits mis en œuvre dans les ateliers ont leur propre rétention. Un tableau de compatibilité des produits est disponible au niveau du support des FdS simplifiées de l'atelier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède, au niveau du local de stockage, à l'affichage de consignes concernant l'incompatibilité des produits et les mesures à prendre pour le stockage des différents produits présents.

Il s'assure que l'organisation du local est adapté à ces consignes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 3.5

Thème(s): Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Chaque responsable d'atelier (travail mécanique et montage) gère son stock de produits en fonction de ses besoins. Il n'y a pas en revanche d'état des stocks global.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un état des stocks disponible en toutes circonstances avec une mise à jour adaptée au fonctionnement du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Accessibilité des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 4.2

Thème(s): Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...]

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté que des bacs et du matériel étaient stockés devant trois extincteurs les rendant ainsi inaccessibles facilement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que les zones où sont positionnés les extincteurs soient dégagées en permanence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours